

GREFFE DU TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2012

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les principaux changements quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Introduction

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé par la direction, comme l'exige l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques, et conformément aux normes prescrites par le Conseil du Trésor. Il doit être lu en corrélation avec le Budget principal des dépenses, de même qu'avec le Plan d'action économique 2012 du Canada (Budget 2012). Il n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

Une description sommaire des activités du programme du Greffe du Tribunal de la concurrence est fournie à la partie II du Budget principal des dépenses.

Méthode de présentation

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenses du ministère accordées par le Parlement et celles utilisées par le ministère, en conformité avec le Budget principal des dépenses de l'exercice 2012-2013. Le présent rapport trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser de l'exercice 2012-2013.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Lorsque le Parlement est dissous pour la tenue d'une élection générale, l'article 30 de la Loi sur la gestion des finances publiques autorise le gouverneur général, sous certaines conditions, à ordonner l'établissement d'un mandat spécial autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor. Un mandat spécial est considéré comme un crédit relatif à l'exercice au cours duquel il a été établi.

Dans le cadre des travaux des subsides du Parlement, le Budget principal des dépenses doit être déposé au Parlement le ou avant le 1^{er} mars précédant le début du nouvel exercice. Le Budget 2012 a été déposé au Parlement le 29 mars, après le dépôt du Budget principal des dépenses le 28 février 2012. Par conséquent, les mesures annoncées dans le Budget 2012 ne figurent pas dans le Budget principal des dépenses 2012-2013.

Pour l'exercice 2012-2013, des affectations bloquées dans les crédits ministériels seront établies par le Conseil du Trésor en vue d'empêcher que les fonds déjà réservés pour des mesures d'économies dans le Budget 2012 ne soient dépensés. Au cours des exercices suivants, les modifications aux autorisations ministériels seront mises en œuvre par l'intermédiaire de la Mise à jour annuelle des niveaux de référence, approuvée par le Conseil du Trésor, et figureront dans les Budgets principaux des dépenses

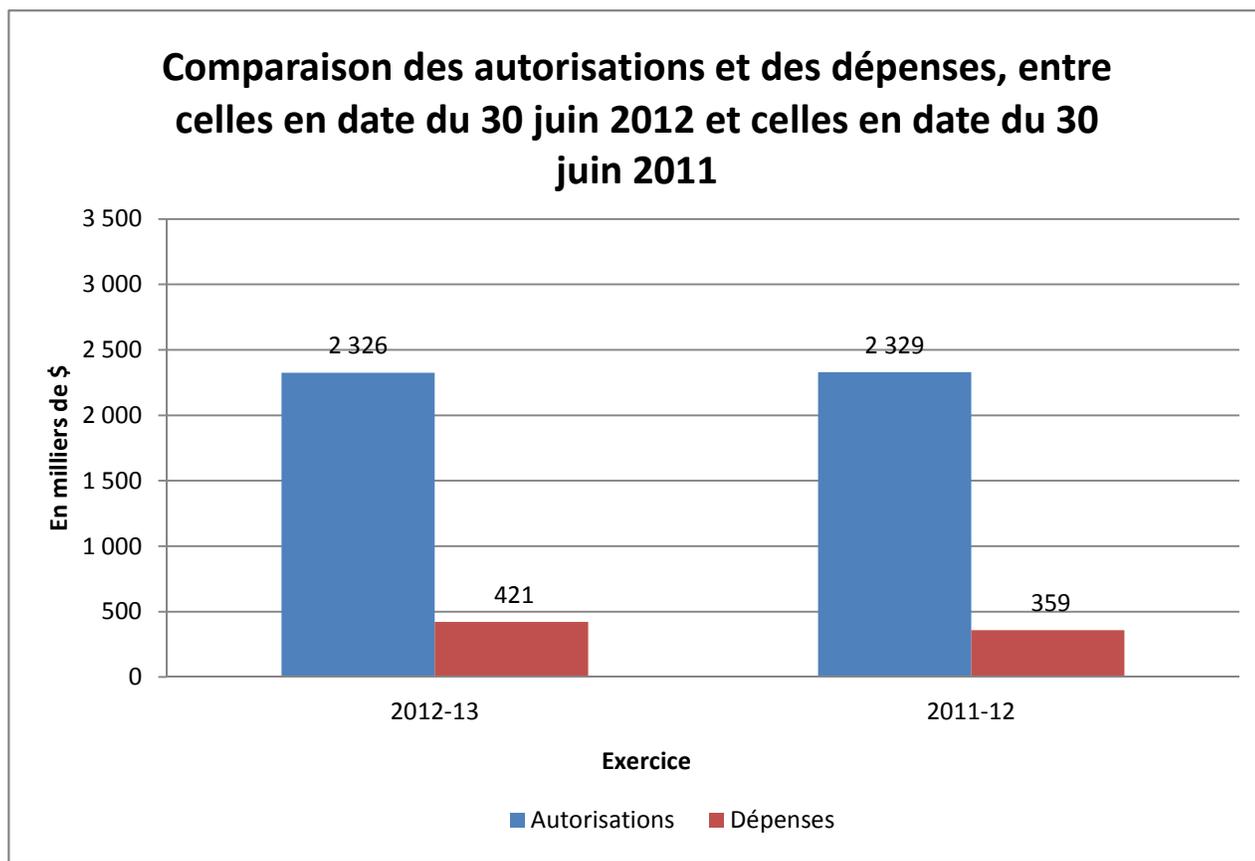
ultérieurs déposés au Parlement.

Le Greffe du Tribunal de la concurrence utilise la méthode de comptabilité d'exercice dans son intégralité pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement du ministère. Toutefois, les autorisations de dépenser votés par le Parlement demeurent en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Le graphique 1 illustre les autorisations budgétaires, lesquelles constituent les ressources disponibles pour l'exercice, en date du 30 juin, ainsi que les dépenses enregistrées en relation avec ces autorisations. Les dépenses du Greffe du Tribunal depuis le début de l'exercice concordent avec les résultats du dernier exercice.

Graphique 1:



Par rapport à l'exercice précédent, les dépenses engagées au premier trimestre, lequel a pris fin le 30 juin 2012, sont passées de 359 000 \$ à 421 000 \$, ce qui représente une augmentation de 63 000 \$. Ce léger écart est principalement attribuable à l'augmentation des honoraires d'experts-conseils, le Tribunal ayant fait appel à un économiste dans le cadre d'une affaire importante et complexe.

Au premier trimestre, le Greffe du Tribunal a dépensé moins de 25 % des montants autorisés. Un certain nombre de journées d'audience à l'extérieur de la ville sont déjà prévues dans les prochains trimestres. Le pourcentage des montants autorisés dépensés augmentera lorsque les dépenses liées à ces audiences auront été effectuées.

Risques et incertitudes

Le présent rapport financier trimestriel reflète les résultats de l'exercice actuel visé par le Budget principal des dépenses, dont les crédits ont été attribués en entier le 22 juin 2012. Dans le budget de 2010, il a été annoncé que les budgets de fonctionnement des ministères seraient gelés au niveau de 2010-2011 pour les exercices 2011-2012 et 2012-2013.

Le Greffe tire ses fonds des autorisations de dépenser votées par le Parlement et des autorisations d'origine législatives pour les dépenses des programmes. Il s'ensuit que toute modification au financement approuvé par le Parlement entraîne des répercussions sur les opérations du Greffe. Le Greffe n'a pas de contrôle sur le nombre de demandes soumises au Tribunal; il ne peut que réagir aux demandes externes. Le nombre de demandes dont le Tribunal est saisi dépend de la politique d'application adoptée par le Bureau de la concurrence et du nombre de demandes déposées par des particuliers ou des sociétés en vertu des dispositions sur l'accès privé de la Loi.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Aucun changement majeur n'a été effectué à l'égard du fonctionnement et du personnel au cours du dernier exercice.

Approuvé par:
Raynald Chartrand, CMA
Administrateur général et Registraire
Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
Date: le 29 août 2012

GREFFE DU TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2012

État des autorisations (non vérifié)

(en dollars)

	Exercice 2012-2013			Exercice 2011-2012		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2012	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2011	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 55 - Dépenses nettes de fonctionnement	2 160 778	380 645	380 645	2 159 832	316 606	1 058 873
Autorisations législatives budgétaires	165 225	41 306	41 306	168 810	42 203	126 608
Autorisations budgétaires totales	2 326 003	421 952	421 952	2 328 642	358 809	1 185 481
Autorisations non-budgétaires	-	-	-	-	-	-
Autorisations totales	2 326 003	421 952	421 952	2 328 642	358 809	1 185 481

GREFFE DU TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2012

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié) (en dollars)

	Exercice 2012-2013			Exercice 2011-2012		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2013	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2012	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2011	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses:						
Personnel	938 778	265 458	265 458	1 106 642	256 278	256 278
Transports et communications	256 620	25 959	25 959	247 808	36 561	36 561
Information	85 540	0	0	45 952	221	221
Services professionnels et spéciaux	794 300	110 966	110 966	689 654	55 517	55 517
Locations	12 220	2 520	2 520	32 790	2 601	2 601
Services publics, fournitures et approvisionnements	73 320	11 116	11 116	205 796	7 053	7 053
Acquisition de machinerie et d'outillage	0	5 927	5 927	0	579	579
Autres subventions et paiements	0	5	5	0	0	0
Autres subventions et paiements	2 160 778	421 952	421 952	2 328 642	358 809	358 809
Moins les revenus affectés aux dépenses	-	-	-	-	-	-
Dépenses budgétaires nettes totales	2 160 778	421 952	421 952	2 328 642	358 809	358 809